

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 83 — 599

23 FEVRIER 1983 — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les travaux et actes pour lesquels soit le concours d'un architecte, soit le permis de bâtir et l'intervention d'un architecte, soit l'avis conforme du fonctionnaire délégué ne sont pas obligatoires

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 20 février 1939, sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 44, § 2, alinéa 2, et 45, § 1er, alinéa 2, modifiés par la loi du 22 décembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1971 déterminant les travaux et actes pour lesquels soit le concours d'un architecte, soit le permis de bâtir et l'intervention d'un architecte, soit l'avis conforme du fonctionnaire délégué ne sont pas obligatoires, modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1973, 23 juin 1975 et 16 mai 1980;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

1° les travaux et actes indiqués à l'article 44, § 1er, chiffres 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970, à savoir :

- déboiser, modifier sensiblement le relief du sol;
- abattre des arbres isolés à haute tige plantés dans les espaces verts prévus par un plan d'aménagement approuvé par l'Exécutif, ainsi que des arbres existants dans un bien ayant fait l'objet du permis de lotir prévu par le titre III;
- défricher ou modifier la végétation de landes, bruyères ou fagnes, ainsi que de toute autre zone dont l'Exécutif jugerait la protection nécessaire;
- établir un dépôt de véhicules usagés ou de mitraille;
- utiliser habituellement un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation, tels que rouloites, caravanes, véhicules désaffectés, tentes;

2° à la condition que la stabilité de l'immeuble principal et le caractère architectural du bâtiment ne soient pas mis en danger, les travaux de minime importance, tels que :

a) lorsqu'il y a un plan particulier d'aménagement ou permis de lotir, les constructions accessoires à une maison dans les limites fixées par le plan particulier d'aménagement ou le permis de lotir et pour autant qu'elles ne soient pas érigées à des fins professionnelles ou commerciales, telles que : clôtures, aménagement de jardins, abris et construction de volume minime annexés sans étage à des constructions existantes, clôtures à rue;

b) les travaux de transformation intérieurs ou les travaux d'aménagement de locaux — en ce compris les équipements correspondants : installations sanitaires, d'électricité, de chauffage ou de ventilation — pour autant qu'ils n'impliquent la solution d'aucun problème de construction proprement dite, ni la modification du volume construit, ni la modification de l'aspect architectural du bâtiment;

3° a) les abris, poulaillers et annexes pour outils, pour autant qu'ils soient érigés à l'arrière de la construction principale et séparés d'elle, à la condition que leur surface n'ait pas plus de 8 m² et que leur hauteur ne dépasse pas 2,25 m;

b) les actes et travaux pour lesquels un règlement communal sur les bâtisses impose un permis, alors qu'il n'est pas imposé par la loi et pour autant que ces actes et travaux ne figurent pas dans la liste reprise à l'article 2;

c) l'édification des constructions ou l'exécution des travaux soumis à permis, pendant la période précédant la réalisation de l'affectation définitive, prévue par une disposition légale ou réglementaire, pour autant que le permis ne soit demandé que pour une période de trois ans au maximum;

d) les dispositifs de publicité et d'affichage.

Art. 2. L'obtention d'un permis de bâtir et l'intervention d'un architecte ne sont pas requises pour les travaux et actes suivants :

1° les petites serres érigées en dehors de toute fin commerciale et professionnelle, à la condition que leur surface n'ait pas plus de 10 m², que leur hauteur ne dépasse pas 2,50 m et qu'il ne soit édifié qu'une petite serre par parcelle;

2° les clôtures telles que celles constituées au moyen de piquets de béton et fil, de plaques de béton de 30 cm de hauteur maximum et fil ou treillis;

3° les constructions provisoires d'infrastructure de chantier, telles que dortoirs pour travailleurs, pavillons d'accueil, pour autant que les lieux soient remis en état dans le mois qui suit la réception provisoire des travaux; passé ce délai, le maintien éventuel de ces constructions nécessitera l'obtention d'un permis de bâtir;

4° la construction de silos-couloirs, pour autant qu'ils soient érigés à plus de 3 m des propriétés voisines et que leur hauteur ne soit pas supérieure à 2,05 m, dans les zones d'habitat à caractère rural et dans les zones agricoles;

5° le renouvellement ou le remplacement des fondations et du revêtement des chaussées, bernes ou trottoirs ainsi que d'éléments accessoires tels que rails, bordures, filets d'eau, avaloirs, taques, y compris la modification du profil d'écoulement des eaux;

6° l'installation et le remplacement des dispositifs d'évacuation des eaux;

7° les travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et aux plantations;

8° l'établissement ou le renouvellement de la signalisation au sol;

9° la déviation de circulations piétonnes, cyclistes, automobiles ou de transports publics nécessitée par des chantiers de construction, pour autant que soit établi un trottoir provisoire de remplacement d'une largeur libre d'1 m minimum et que les lieux soient remis en état dans le mois qui suit la réception provisoire des travaux;

10° le placement et le renouvellement de tout mobilier urbain tel que bancs, tables et sièges, candélabres et poteaux d'éclairage, poubelles, bacs à plantation, abris, à condition que leur surface au sol ne dépasse pas 8 m² et que leur hauteur ne dépasse pas 2,50 m, cabines téléphoniques, petites fontaines, colonnes et supports d'affichage;

11° les volières, à la condition que leurs dimensions n'excèdent pas 4 m de longueur, 2 m de largeur et 2 m de hauteur;

12° les colombiers, à la condition que leur superficie n'excède pas 15 m², et que la hauteur de corniche et la hauteur de faîte ne dépassent pas respectivement 2,70 m et 3,70 m.

Art. 3. Les travaux et actes suivants ne sont pas soumis à l'avis conforme du fonctionnaire délégué, mais restent soumis au permis requis par l'article 44 de la loi organique :

1° les travaux de transformation intérieure ou les travaux d'aménagement de locaux — en ce compris les équipements correspondants : installations sanitaires, d'électricité, de chauffage ou de ventilation — pour autant qu'ils n'impliquent la solution d'aucun problème de construction proprement dite, ni la modification du volume construit, ni la modification de l'aspect architectural du bâtiment et que par ailleurs, ils n'aient ni pour but, ni à tout le moins ne soient de nature, à donner aux locaux en cause une affectation différente de celle qui existait précédemment;

2° l'édification des constructions ou l'exécution des travaux et actes soumis à permis, pendant la période précédant la réalisation de l'affectation définitive prévue par une disposition légale ou réglementaire, pour autant que le permis ne soit demandé que pour une période de trois ans au maximum;

3° les actes et travaux pour lesquels un règlement communal sur les bâtisses impose un permis, alors qu'il n'est pas imposé par la loi et pour autant que ces actes et travaux ne figurent pas dans la liste reprise au présent arrêté, article 2;

4° l'établissement d'un dépôt de moins de dix véhicules usagés ou de moins de dix tonnes de mitraille;

5° les constructions annexes édifiées à l'arrière de la construction principale et séparées d'elle, à la condition que leur surface n'ait pas plus de 10 m², que leur hauteur ne dépasse pas 2,50 m et qu'il ne soit édifié qu'une construction par parcelle;

6° l'aménagement de vitrines et l'agrandissement des baies, portes et châssis;

7° les dispositifs de publicité considérés comme étant des constructions à édifier dans les endroits non soumis à la réglementation générale de l'affichage et de la publicité;

8° lorsqu'il s'agit de bâtiments en ordre continu, les constructions annexes sans étage, à condition qu'elles soient édifiées à l'arrière de la construction principale, que leur superficie ne dépasse pas 15 m² et que la profondeur totale du bâtiment ainsi augmenté ne dépasse pas 17 m;

9° la construction de silos-couloirs, pour autant qu'ils soient édifiés à plus de 3 m des propriétés voisines et que leur hauteur ne soit pas supérieure à 2,05 m, hors des zones d'habitat à caractère rural et hors des zones agricoles;

10° a) la pose de canalisations souterraines de distribution à basse tension, à haute tension et de télétransmission;

b) la pose de réseaux de radio et de télédistribution en façade;

c) le placement de points lumineux d'éclairage public;

d) la pose de petits coffrets à usages divers, de forme parallélépipédique aux dimensions maxima de 75 × 50 × 30 cm;

e) la pose de postes sur des poteaux du réseau aérien dont les dimensions ne dépassent pas 60 × 40 × 120 cm;

f) la pose d'armoires de trottoirs sur socle dont les dimensions maxima sont de 100 × 100 × 60 cm;

g) l'installation de cabines préfabriquées ou en maçonnerie dont les dimensions sont inférieures à 100 × 100 × 200 cm;

11° la construction d'un mur de séparation entre deux propriétés, pour autant que la hauteur du mur soit inférieure à 2 m;

12° les colombiers, à la condition que leur superficie n'excède pas 30 m² et que la hauteur de corniche et la hauteur de falte ne dépassent pas respectivement 2,70 m et 3,70 m.

Art. 4. Les exonérations visées à l'article 2, 4°, et à l'article 3, 9°, ne sont pas d'application dans les zones d'habitat d'intérêt culturel, historique ou esthétique, dans les sites classés, dans les sites archéologiques et dans les parcs naturels.

Art. 5. Les exonérations visées à l'article 2, 5° et 10°, et à l'article 3, 11°, ne sont pas d'application dans les zones d'habitat d'intérêt culturel, historique ou esthétique, dans les sites classés, dans les sites archéologiques, dans les parties agglomérées des parcs naturels, ainsi que dans les zones visées par l'arrêté royal du 13 décembre 1976 édictant un règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées en matière d'urbanisme de certaines communes de Wallonie.

Art. 6. L'arrêté royal du 16 décembre 1971 déterminant les travaux et actes pour lesquels soit le concours d'un architecte, soit le permis de bâtir et l'intervention d'un architecte, soit l'avis conforme du fonctionnaire délégué ne sont pas obligatoires, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1973 et, pour la Région wallonne, par l'arrêté royal du 16 mai 1980, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 1983.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,
pour la Région wallonne,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 83 — 599

23. FEBRUAR 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Arbeiten und Handlungen, für die entweder die Beteiligung eines Architekten, oder eine Baugenehmigung und Beteiligung eines Architekten, oder das vorschriftsmässige Gutachten des beauftragten Beamten nicht erforderlich sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Februar 1939 über den Schutz des Architektentitels und -berufs, insbesondere der Artikels 4, Absatz 3;

Aufgrund des Grundgesetzes vom 29. März 1962 über Raumordnung und Städtebau, insbesondere der Artikel 44, § 2, Absatz 2 und 45, § 1, Absatz 2, in der Fassung des Gesetzes vom 22. Dezember 1970;

Aufgrund der Königlichen Verordnung vom 16. Dezember 1971 zur Festlegung der Arbeiten und Handlungen, für die entweder die Beteiligung eines Architekten, oder eine Baugenehmigung und Beteiligung eines Architekten, oder das vorschriftsmässige Gutachten des beauftragten Beamten nicht erforderlich sind, in der Fassung der Königlichen Verordnungen vom 25. April 1973, 23. Juni 1975 und 16. Mai 1980;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der neuen Technologien und K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die wallonische Region,

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Inanspruchnahme eines Architekten ist nicht erforderlich für :

1. die in Artikel 44, § 1, Ziffern 2, 3, 4, 5 und 6 des Grundgesetzes vom 29. März 1962 über Raumordnung und Städtebau, in der Fassung des Gesetzes vom 22. Dezember 1970 angeführten Arbeiten und Handlungen, n.l. :

— abholzen, die Bodengestaltung merklich ändern;

— alleinstehende, hochstämmige Bäume auf Grundflächen fällen, die in einem durch die Exekutive genehmigten Raumordnungsplan vorgesehen sind, sowie Bäume, die auf einem Grundstück stehen, wofür eine in Titel III vorgesehene Erschliessungsgenehmigung erteilt worden ist.

— den Pflanzenwuchs von Ödland, Heiden oder Vonn sowie Fedweden Gebietes, dessen Schutz die Exekutive für erforderlich halten würde, roden oder ändern;

— ein Lager für Gebrauchsfahrzeuge oder Schrott anlegen;

— gewöhnlich ein Grundstück für das Aufstellen einer oder mehrerer beweglicher, zur Bewohnung geeigneter Einrichtungen, wie Wohnwagen, Campingwagen, ausgediente Fahrzeuge, Zelte benutzen;

2. unter der Bedingung, dass die Stabilität des Hauptgebüdes und die architektonischen Merkmale des Gebäudes nicht darunter leiden, die Arbeiten kleineren Umfangs, wie z.B.;

a) falls ein Bebauungsplan oder eine Erschliessungsgenehmigung vorhanden ist, die zum Hause gehörenden Nebenanlagen innerhalb der durch den Bebauungsplan oder die Erschliessungsgenehmigung festgelegten Grenzen, insofern sie nicht zu Berufs- oder Handelszwecken errichtet werden, wie z.B.: Zäune, Gartenanlagen, Schuppen und Bauten kleineren Umfangs, die ohne Stockwerke an bestehende Gebäude angebaut werden, Strassenzäune;

b) Innenumbau- oder Raumgestaltungsarbeiten — einschliesslich der dazugehörigen Einrichtungen: Sanitär-, Elektro-, Heizungs- oder Entlüftungsanlagen — insofern diese weder die Lösung eines baufachlichen Problems im engeren Sinne, noch die Änderung des Baumfanges oder des architektonischen Aspektes des Gebäudes einbeziehen.

3. a) Unterstände, Hühnerställe und Geräteschuppen, insofern sie hinter dem Hauptgebäude und getrennt davon errichtet werden und vorausgesetzt, dass ihre Fläche nicht mehr als 8 m² und ihre Höhe nicht mehr als 2,25 m beträgt;

b) Handlungen und Arbeiten, die laut einer Bauordnung der Gemeinde genehmigungspflichtig sind, obschon dies nicht durch das Gesetz vorgeschrieben ist und insofern sie nicht in der in Artikel 2 erwähnten Liste angeführt werden;

c) die genehmigungspflichtige Errichtung von Gebäuden oder Ausführung von Arbeiten und zwar während der Dauer, die der endgültigen, durch Gesetz oder vorschriftsmässige Bestimmung vorgesehenen Zweckbestimmung vorausgeht, insofern die Genehmigung nur für eine Höchstdauer von drei Jahren beantragt wird;

d) Werbe- und Anschlagvorrichtungen.

Art. 2. Die Erlangung einer Baugenehmigung und die Beteiligung eines Architekten sind für folgende Arbeiten und Handlungen nicht erforderlich:

1. kleine Treibhäuser, die ohne Berufs- oder Handelszweck erbaut werden, vorausgesetzt, dass ihre Fläche nicht mehr als 10 m², ihre Höhe nicht mehr als 2,50 m beträgt und nur ein kleines Treibhaus pro Parzelle errichtet wird;

2. Zäune, wie solche die aus Betonpfählen und Draht, oder aus höchstens 30 cm hohen Betonplatten und Draht oder Maschendraht bestehen;

3. Vorläufige Baustellenbauten, wie z.B. Arbeiterschlafräume, Empfangspavillons, insofern die Örtlichkeiten innerhalb von einem Monat nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten wieder in ihren ursprünglichen Zustand gebracht werden; nach dieser Frist ist für die etwaige Aufrechterhaltung dieser Bauten die Erlangung einer Baugenehmigung erforderlich;

4. Errichtung von Fahrhilfen in ländlichen Wohngebieten und landwirtschaftlichen Gebieten, insofern sie über 3 m von den benachbarten Grundstücken angelegt werden und ihre Höhe nicht mehr als 2,05 m beträgt;

5. Erneuern oder Ersetzen von Unterbau und Belag der Strassen, Barkette oder Bürgersteige sowie von Zubehörtellen, wie Schienen, Bordsteinen, Wasserrinnen, Abläufen, Deckel, einschliesslich der Änderung des Wasserablaufprofils;

6. Anlegen und Ersetzen von Wasserablaufvorrichtungen;

7. Ausbau von Bereichen, die den Fussgängern, Radfahrern oder der Bepflanzung vorbehalten sind;

8. Anbringen oder Erneuern von Bodenmarkierungen;

9. Durch Baustellen bedingte Umleitung von Fussgänger-, Radfahrer-, Automobil- oder öffentlichem Verkehr, insofern ein vorläufiger Ersatzbürgersteig von mindestens 1 m freier Breite angelegt wird und die Örtlichkeiten innerhalb von einem Monat nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten wieder in ihren ursprünglichen Zustand gebracht werden;

10. Aufstellen und Erneuern von Strassenmobiliar wie z.B. Bänke, Tische und Sitze, Mastleuchten und Lichtmaste, Papierkörbe, Pflanzenschalen, Unterstände, vorausgesetzt, dass ihre

Bodenfläche nicht mehr als 8 m² und ihre Höhe nicht mehr als 2,50 m beträgt, Telephonzellen, kleine Brunnen, Säulen und Anschlagvorrichtungen;

11. Vogelhäuser, insofern ihre Abmessungen nicht grösser als 4 m Länge, 2 m Breite und 2 m Höhe sind;

12. Taubenschläge, vorausgesetzt, dass ihre Fläche nicht mehr als 15 m² und die Gesimshöhe und die Firsthöhe nicht mehr als 2,70 m bzw. 3,70 m betragen.

Art. 3. Folgende Arbeiten und Handlungen bedürfen nicht des vorschriftsmässigen Gutachtens des beauftragten Beamten; für sie bleibt jedoch die laut Artikel 44 des Grundgesetzes notwendige Genehmigung erforderlich:

1. Innenumbauarbeiten oder Raumausbauarbeiten — einschliesslich der entsprechenden Ausstattungen: Sanitär-, Elektro-, Heizungs- oder Lüftungsanlagen — sofern sie weder die Lösung eines eigentlichen bautechnischen Problems, noch eine Änderung des Gebäudeumfangs, noch eine Änderung des architektonischen Aussehens des Gebäudes voraussetzen und mit diesen Arbeiten darf darüberhinaus nicht der Zweck verfolgt werden oder sie dürfen nicht solcher Art sein, dass die fraglichen Räume eine von der vorher bestehenden unterschiedliche Verwendung erhalten.

2. Das Errichten von genehmigungspflichtigen baulichen Anlagen oder die Ausführung von genehmigungspflichtigen Arbeiten und Handlungen während der Zeit vor der tatsächlichen und endgültigen in einer gesetzlichen Bestimmung oder Vorschrift angegebenen Verwendung, sofern die Genehmigung nur für eine Periode von höchstens drei Jahren beantragt wurde.

3. Handlungen und Arbeiten, die gemäss einer Gemeindebauordnung genehmigungspflichtig sind, wofür das Gesetz jedoch keine Genehmigung vorschreibt und sofern diese Handlungen und Arbeiten nicht in der in Artikel 2 der vorliegenden Verordnung aufgeführten Liste angegeben sind.

4. Die Anlage eines Gebrauchswagonlagers für höchstens zehn Fahrzeuge oder eines Schrottlagers für weniger als zehn Tonnen Schrott.

5. Die hinter dem Hauptgebäude und getrennt davon errichteten Nebengebäude, unter der Bedingung, dass ihre Fläche nicht mehr als 10 m² und ihre Höhe nicht mehr als 2,50 m beträgt und dass nur ein Gebäude pro Parzelle errichtet wird.

6. Schaufensteranlagen und Vergrösserungen von Mauerdurchlässen, Türen und Rahmen.

7. Werbeeinrichtungen, die als Bauten an solchen Orten zu betrachten sind, wofür die allgemeine Ordnung über Anschläge und Werbung nicht gilt.

8. Handelt es sich um Reihenhäuser, die Nebengebäude ohne Stockwerk, insofern sie hinter dem Hauptgebäude errichtet werden, ihre Fläche nicht mehr als 15 m² und die Gesamttiefe des somit vergrösserten Gebäudes nicht mehr als 17 m beträgt.

9. Errichtung von Fahrhilfen ausserhalb von ländlichen Wohngebieten und landwirtschaftlichen Gebieten, insofern sie über 3 m von den benachbarten Grundstücken angelegt werden und ihre Höhe nicht mehr als 2,05 m beträgt.

10. a) Verlegen von unterirdischen Versorgungsleitungen für Schwachstrom, Starkstrom und Nachrichtenübermittlungsträgern;

b) Verlegen von Netzen für Kabelrundfunk und Fernsehen an Fassaden;

c) Anbringen von öffentlichen Beleuchtungskörpern;

d) Einbau von quaderförmigen Kästchen für verschiedene Zwecke, mit den Höchstmassen von 75 × 50 × 30 cm;

e) Anbringen von Apparaten an Masten des Freileitungsnetzes, deren Abmessungen nicht grösser als 60 × 40 × 120 cm sind.

f) Aufstellen von Bürgersteig-Schaltkästchen auf Sockel, mit Höchstmassen von 100 × 100 × 60 cm;

g) Anlage von vorgefertigten oder gemauerten Kabinen, deren Abmessungen unter 100 × 100 × 200 cm liegen;

11. Errichtung einer Trennmur zwischen zwei Grundstücken, insofern die Höhe der Mauer weniger als 2 m beträgt.

12. Taubenschläge, unter der Bedingung, dass ihre Fläche nicht mehr als 30 m² und die Gesimshöhe und die Firsthöhe nicht mehr als 2,70 m bzw. 3,70 m betragen.

Art. 4. Die in Artikel 2, Punkt 4 und Artikel 3, Punkt 9, erwähnten Freistellungen finden keine Anwendung in kulturell, historisch oder ästhetisch bedeutsamen Wohngebieten in geschützten Landschaften, in archäologischen Schutzgebieten und in Naturparks.

Art. 5. Die in Artikel 2, Punkt 5, und 10 und in Artikel 3, Punkt 11 erwähnten Freistellungen gelten nicht in kulturell, historisch oder ästhetisch bedeutsamen Wohngebieten, in geschützten Landschaften, in archäologischen Schutzgebieten, in besiedelten Teilen der Naturparks sowie in den durch Königliche Verordnung vom 13. Dezember 1976 zwecks Erlass einer allgemeinen Bauordnung für städtebaulich geschützte Gebiete verschiedener wallonischer Gemeinden, erwähnten Gebieten.

Art. 6. Die Königliche Verordnung vom 16. Dezember 1971 zur Festlegung der Arbeiten und Handlungen, für die entweder die Beteiligung eines Architekten, oder eine Baugenehmigung und Beteiligung eines Architekten, oder das vorschriftsmässige Gut-

achten des beauftragten Beamten nicht erforderlich sind, abgeändert durch die Königliche Verordnung vom 26. April 1973 und, für die Wallonische Region, durch Königliche Verordnung vom 16. Mai 1980 ist aufgehoben.

Art. 7. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8. Der Minister der neuen Technologien und K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 23. Februar 1983.

Der Ministerpräsident der Wallonischen Region,
der mit der Wirtschaft beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 83 — 599.

23 FEBRUARI 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling van de werken en handelingen waarvoor ofwel de medewerking van een architect, ofwel de bouwvergunning en de bemoeiing van een architect, ofwel het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar niet verplicht zijn

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 44, § 2, tweede lid en 45, § 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1971 tot bepaling van de werken en handelingen die vrijgesteld zijn ofwel van de bemoeiing van de architect, ofwel van de bouwvergunning, ofwel van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1973, 23 juni 1975 en 16 mei 1980;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Nieuwe Technologieën en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. De medewerking van een architect is niet verplicht voor :

1° de werken en handelingen, bedoeld in artikel 44, § 1, tweede, derde, vierde, vijfde en zesde lid, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, te weten :

— ontbossen, het reliëf van de bodem merkkelijk wijzigen;

— alleenstaande hoogstamige bomen vellen binnen de groene ruimten van een door de Executieve goedgekeurd plan van aanleg, evenals bomen vellen in een goed waarvoor de in titel III van de wet voor voorgeschreven verkavelingsvergunning is afgegeven;

— ontginnen of de vegetatie wijzigen van heiden of venen, alsmede van enig ander gebied waarvan de bescherming noodzakelijk wordt geacht door de Executieve;

— een opslagruimte voor gebruikte voertuigen of voor schroot aanleggen;

— een grond gewoonlijk gebruiken voor het plaatsen van één of meer verplaatsbare inrichtingen die voor bewoning kunnen worden gebruikt, zoals woonwagens, kampeerwagens, afgedankte voertuigen, tenten;

2° op voorwaarden dat de stabiliteit van het hoofdgebouw en het architectonisch karakter van het gebouw niet in gevaar worden gebracht, de werken van geringe omvang als :

a) wanneer een bijzonder plan van aanleg of een verkavelingsvergunning bestaat, de bouwwerken, die bij een huis bijbehoren, binnen de door het bijzonder plan van aanleg of de verkavelingsvergunning bepaalde grenzen, voor zover ze niet voor beroeps- of handelsdoeleinden worden gebouwd, zoals : afsluitingen, aanleg van tuinen, schuilplaatsen en constructies van geringe omvang, die zonder verdieping aan bestaande bouwwerken aangebouwd zijn, aan de straat grenzende afsluitingen;

b) de verbouwingswerken binnen in het gebouw of de werken voor de geschiktmaking van de lokalen — met inbegrip van de overeenkomstige uitrusting met sanitaire, elektrische, verwarmings- of ventilatieinstallaties — voor zover ze noch de oplossing van een eigenlijk constructievraagstuk, noch de wijziging van het volume, noch de wijziging van het architectonisch karakter van het gebouw vergt;

3° a) de schuilplaatsen, kippenhokken en bergplaatsen voor gereedschappen, voor zover ze achter en gescheiden van het hoofdgebouw worden opgericht, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer dan 8 m² en de hoogte niet meer dan 2,25 m bedraagt;

b) de handelingen en werken waarvoor een gemeentelijke bouwverordening een vergunning voorschrijft terwijl de wet zulke vergunning niet eist, voor zover het geen handelingen of werken zijn, als bedoeld in artikel 2;

c) bouwen van constructies of uitvoeren van werken die aan vergunning onderworpen zijn, in de periode vóór de verwerking van de definitieve bestemming die door een wets- of verordeningbepaling is aangewezen, voor zover de vergunning slechts voor een periode van ten hoogste drie jaar wordt aangevraagd;

d) de inrichtingen bestemd voor aanplakken en reclame maken.

Art. 2. Geen bouwvergunning en geen bemoeiing is vereist voor volgende werken en handelingen :

1° kleine serres die niet voor handels- of beroepsdoeleinden worden gebouwd, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer dan 10 m² en de hoogte niet meer dan 2,50 m bedraagt en er slechts één kleine serre per perceel wordt gebouwd;

2° afsluitingen zoals die welke bestaan uit betonpalen en draad, uit betonplaten met een maximumhoogte van 30 cm en draad of draadgaas;

3° de tijdelijke constructies voor de installatie van bouwplaatsen, zoals slaapketen voor arbeiders, directieketen, voor zover de plaats in de vorige staat wordt hersteld in de maand na de voorlopige oplevering der werken; na die termijn zal voor het eventueel behoud van die constructies een bouwvergunning noodzakelijk zijn;

4° kokersilo's voor zover zij worden gebouwd op meer dan 3 m afstand van de aangrenzende eigendommen en de hoogte ervan niet meer dan 2,05 m bedraagt in woongebieden met landelijk karakter en agrarische gebieden;

5° de vernieuwing of de vervanging van de funderingen en van de bekleding van wegen, bermen en voetpaden, alsmede bijbehorende elementen zoals sporen, boordstenen, straatgoten, straatkolken, deksels, de wijziging van het afwateringsprofiel inbegrepen;

6° het aanleggen of vervangen van afwateringsstelsels;

7° de werken aan de voor voetgangers, fietsers en beplantingen voorbehouden ruimten;

8° het aanbrengen of vernieuwen van de wegmarkeringen;

9° de omlegging van het voetgangers-, fietsers- en autoverkeer of van het openbaar vervoer, vereist voor bouwplaatsen, op voorwaarde dat een voorlopig vervangend voetpad wordt aangelegd met een minimum vrije breedte van 1 meter en dat de plaats in de vorige staat wordt hersteld in de maand na de voorlopige oplevering der werken;

10° het plaatsen en vernieuwen van alle stadsmeubilair, zoals banken, tafels en stoelen, lantaarn- en verlichtingspalen, vuilnisemmers, bloem- en plantenbakken, schuilhokjes, op voorwaarde dat hun oppervlakte aan de grond niet groter is dan 8 m² en dat ze niet hoger zijn dan 2,50 m, telefooncellen, fontein-tjes, aanplakzuilen en -draagpalen;

11° volières, op voorwaarde dat de afmetingen ervan beperkt blijven tot 4 m lengte, 2 m breedte en 2 m hoogte;

12° duiventillen, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 15 m² en dat de kroonlijst- en de nokhoogte respectievelijk niet meer dan 2,70 m en 3,70 m bedraagt.

Art. 3. De volgende werken en handelingen zijn vrijgesteld van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, maar blijven onderworpen aan de door artikel 44 van de wet voorgeschreven vergunning:

1° de verbouwingswerken binnen in het gebouw of de werken voor de geschiktmaking van de lokalen — met inbegrip van de overeenkomstige uitrusting met sanitaire, elektrische, verwarmings- en ventilatieinstallaties — voor zover ze noch de oplossing van een eigenlijk constructievraagstuk, noch de wijziging van het volume, noch de wijziging van het architectonisch karakter van het gebouw vergt, en die overigens niet ten doel zouden hebben of tenminste niet van die aard zouden zijn, dat aan de gebouwen waarvan sprake een andere bestemming gegeven wordt dan die welke voorheen bestond;

2° bouwen van constructies of uitvoeren van werken en handelingen die aan vergunning onderworpen zijn, in de periode voor de verwerkelijking van de definitieve bestemming die door een wets- of verordeningbepaling is aangewezen, voor zover de vergunning slechts voor een periode van ten hoogste drie jaar wordt aangevraagd;

3° de handelingen en werken waarvoor een gemeentelijke bouwverordening een vergunning voorschrijft terwijl de wet zulke vergunning niet eist, voor zover het geen handelingen of werken zijn, als bedoeld in artikel 2 van dit besluit;

4° aanleg van een opslagruimte van minder dan tien gebruikte voertuigen of van minder dan tien ton schroot;

5° de bijgebouwen die achter en gescheiden van het hoofde- bouw worden opgericht, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer dan 10 m² en de hoogte niet meer dan 2,50 m bedraagt;

6° aanbrengen van uitstalramen en vergroten van metselopenin- gen, deuren en ramen;

7° de als een bouwwerk aangemerkte reclame-inrichtingen die zullen worden opgericht op plaatsen die niet vallen onder de toepassing van de algemene regelen op het aanplakken of reclame maken;

8° als het om onafgescheiden gebouwen gaat, de bijgebouwen zonder verdieping, op voorwaarde dat ze achter het hoofdgebouw worden opgericht, dat de oppervlakte ervan niet meer dan 15 m² bedraagt en dat de totale diepte van het derwijze uitgebreide gebouw niet meer dan 17 m bedraagt;

9° het bouwen van kokersilo's, voor zover zij worden opgericht op meer dan 3 m afstand van de aangrenzende eigendommen en de hoogte ervan niet meer dan 2,05 m bedraagt, buiten de woon- gebieden met landelijk karakter en de agrarische gebieden;

10° a) het leggen ondergrondse leidingen voor laagspanning, hoogspanning alsmede voor de kabeltelevisie;

b) het leggen van radio- en teledistributienetten op gevels;

c) het plaatsen van lichtpunten van de openbare verlichting;

d) het plaatsen van kastjes voor divers gebruik, in de vorm van een parallellepipedum met maximumafmetingen van 75 × 50 × 30 cm;

e) het plaatsen van posten op de palen van het bovengrondse net, met maximumafmetingen 60 × 40 × 120 cm;

f) het plaatsen van trottoirkasten op sokkel met maximumaf- metingen van 100 × 100 × 60 cm;

g) het installeren van geprefabriceerde of gemetselde cabines waarvan de afmetingen kleiner zijn dan 100 × 100 × 200 cm;

11° het bouwen van een scheidingsmuur tussen twee eigen- dommen, voor zover het muurtje lager is dan 2 m;

12° de duiventillen, op voorwaarde dat de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 30 m² en dat de kroonlijst- en de nok- hoogte respectievelijk niet meer dan 2,70 en 3,70 bedraagt;

Art. 4. De in de artikelen 2, 4° en 3, 9° bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing in de woongebieden, de gebieden van cul- turele, historische en/of esthetische waarde, de beschermde gebie- den, de gebieden van archeologische waarde en in de natuurpar- ken.

Art. 5. De in de artikelen 2, 5° en 10° en 3, 11°, bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing in de woongebieden, de gebieden van culturele, historische en/of esthetische waarde, de beschermde gebieden, de gebieden van archeologische waarde, de bebouwde gedeelten van natuurparken, alsmede in de gebieden, bedoeld in het koninklijk besluit van 13 december 1967 houdende algemene bouwverordening voor de inzake stedenbouw beschermde gebieden van sommige Waalse gemeenten.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 16 december 1971 tot bepa- ling van de werken en handelingen die vrijgesteld zijn ofwel van de bemoeiing van de architect, ofwel van de bouwvergunning, ofwel van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 april 1973 en, voor het Waalse Gewest, bij koninklijk besluit van 16 mei 1980, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van de Nieuwe Technologieën en de Kleine Middelgrote Ondernemingen, van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 februari 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET